

Normandy, France. États
généraux

Cahier des États de
Normandie de février 1655

DC

611

N893

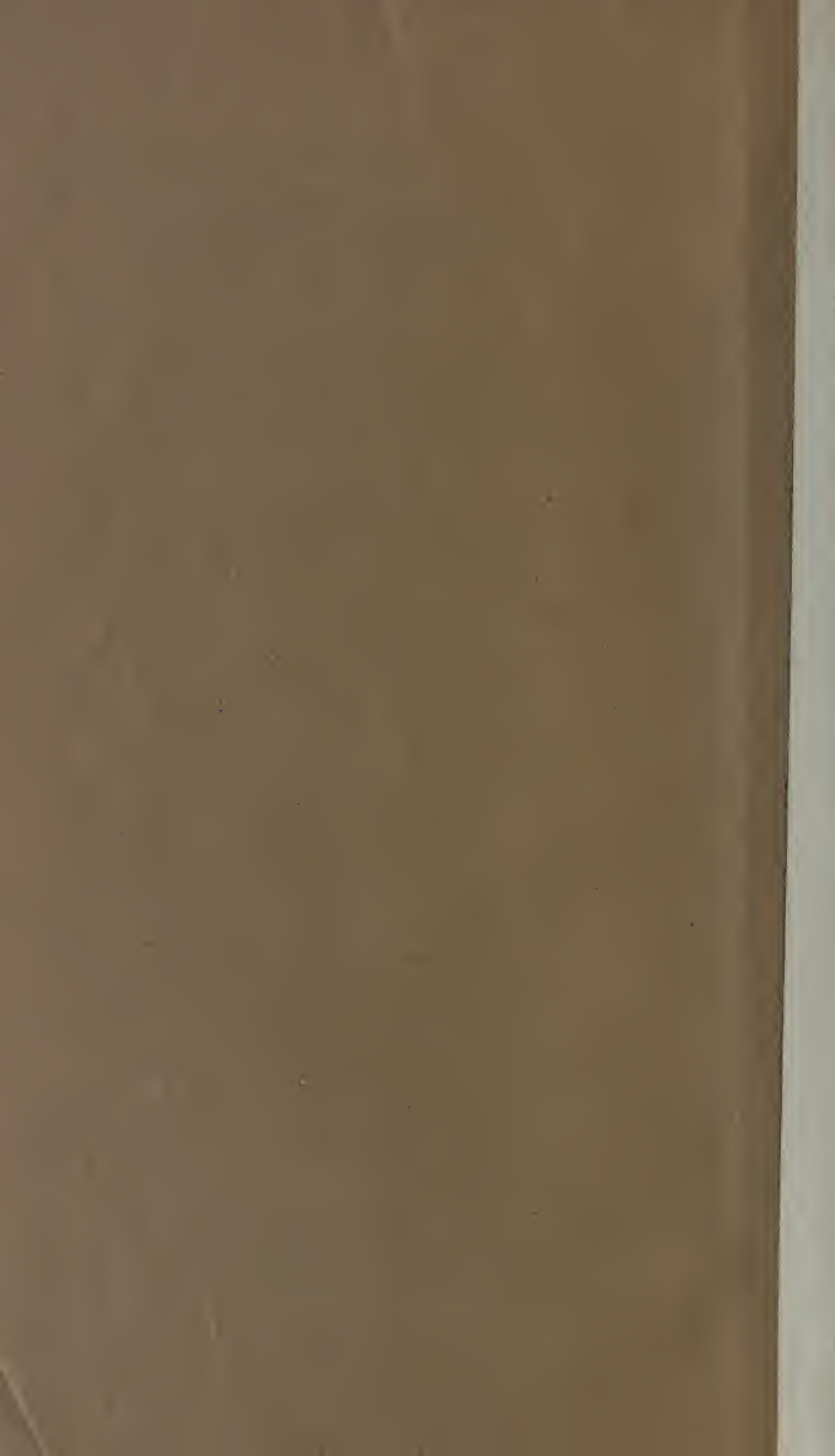
A542



CAHIER
DES
ÉTATS DE NORMANDIE
DE FÉVRIER 1655

SUIVI DES REMONTRANCES PRÉSENTÉES AU ROI
PAR LES DÉPUTÉS DES ÉTATS EN DÉCEMBRE 1657
(Partie complémentaire)

Par CH. DE BEAUREPAIRE



CAHIER
DES
ÉTATS DE NORMANDIE
DE FÉVRIER 1655

SUIVI DES REMONTRANCES PRÉSENTÉES AU ROI

PAR LES DÉPUTÉS DES ÉTATS EN DÉCEMBRE 1657

(Partie complémentaire)

Par CH. DE BEAUREPAIRE



DC

611.0112

N893

A542

Cahier
des États de Normandie de Février 1655

SUIVI

DE REMONTRANCES PRÉSENTÉES AU ROI PAR LES DÉPUTÉS DES ÉTATS
LE DÉCEMBRE 1657

L'exemplaire du *Cahier des États de Normandie* de 1655 et 1657, conservé à la Bibliothèque nationale, est fort incomplet. Mais, comme c'était le seul qui nous fût connu en 1878, lorsque nous publiâmes le troisième volume des *Cabiers des États sous les règnes de Louis XIII et de Louis XIV*, force nous fut de nous en contenter, nous réservant de le compléter, lorsque nous en aurions le moyen. Depuis nous avons eu le bonheur de rencontrer un exemplaire entier de ce *Cahier*. Nous nous sommes empressé de copier ce qui manque à notre édition de 1878, et c'est cette partie que nous offrons aujourd'hui à ceux de nos sociétaires qui voudraient, au moyen de l'addition de ces quelques feuillets, compléter le volume publié en 1878.

Les articles présentés au Roi en 1657 sont signés par François de Harlay, archevêque de Rouen, François Rouxel de Médavy, évêque de Séez, Nicolas Paris, archidiacre du Vexin Normand, pour l'Etat du clergé, par Bénédicte de Foulongne, sieur d'Anctoville, et Pierre de Montaigu, marquis d'O, pour l'Etat de la Noblesse; par Jehan Brice, sieur de Mezen-guemare, échevin de Rouen, Gervais Dehors, député de la vicomté de Gisors, Raoul du Bocs Duchemin, député de la vicomté d'Alençon, pour le Tiers-Etat. Il est à supposer que, nommés par les États pour la présentation du Cahier de 1655, ce furent eux qui rédigèrent les articles additionnels, présentés au Roi en 1657.

La Remontrance de l'archevêque de Rouen, que nous avons publiée (*Cabiers des États*, t. III, p. 397-411), fut certainement composée pour être mise sous les yeux du Roi, lors de la Réponse des articles en 1657, je dis composée, parce qu'il me paraît très douteux, à cause de sa longueur, qu'elle ait pu être prononcée à l'audience qui fut accordée aux députés.

Cahier des États de Normandie

X.

ENFIN après avoir longuement et par plusieurs fois demandé la réduction du nombre excessif des Eleus, le temps a fait connoistre la justice de nos instances, et la nécessité d'y pourvoir par la supression d'une partie d'iceux ordonnée par Edict du mois de mars dernier : il en reste encore trop, et les Tailles sont si pesantes qu'il n'est point juste que la faveur de ces nouveaux offices, non plus que quelques autres d'assez bas emplois, comme d'Archers, Messagers, Couriers, Postes, Fermiers des Aydes et Gabelles et leurs commis, exemptent de leur faix ceux qui en porteroient la meilleure partie qu'ils font retomber sur les misérables ; et que pour peu que leur coustent ces petits tiltres, dont ils sont plus que remboursés par les immunités desquelles ils ont jouy, ils voyent de jour en jour augmenter les charges des autres sans y contribuer.

AU ROY.

Sa Majesté ayant restably les Eleus dans leurs exemptions, Elle n'y peut toucher : Quant aux Messagers et Maistres des Couriers des postes, ils ne jouissent de ladite exemption, mais pour les Archers de quinze livres seulement : Et pour les Commis des Fermiers de sa Majesté, ils ne doivent jouir de ladite exemption qu'aux conditions de leurs baux vérifiez.

XI.

MAIS ce n'est pas nous affermir les espérances d'une grande réduction que de prester l'oreille à une proposition qui au

temps de la supression de quelques Eleus en cette Province va à l'establissement d'une Election toute entière qu'on destine de composer de la distraction des anciennes, et l'arracher de Normandie pour en accommoder Paris. La Ville et chastellenie de Pontoise, qui consiste en quarante cinq paroisses, sont de tout temps de la Généralité de Rouen sous l'Election de Gisors, qui ne consiste qu'en quatre-vingts quatorze Parroisses : Cette Généralité est la plus chargée de toutes, tant à raison des Gages des Compagnies souveraines, Rentes des Particuliers de cette Province, Rentes de l'Hostel de ville de Paris, que payement des garnisons de Dieppe, Havre et autres lieux. En retrancher la chastellenie de Pontoise qui porte près de deux cens mil livres, c'est quant et quant retrancher les Gages des Officiers et les Rentes des Particuliers que les quarante neuf Parroisses qui resteroient à l'Election de Gisors ne pourroient plus porter : Ce qui nous fait justement demander, que cette proposition soit rejetée comme extrêmement préjudiciable à notre Province et si peu utile à V. Majesté qu'elle a esté rebutée autant de fois que l'ouverture s'en est faite.

Au Roy. Et en sont les Commissaires d'avis.

Il y a esté cy-devant pourveu par sa Majesté, ayant supprimé ladite Election de Pontoise.

XII.

LA forme que les Traitans des Tailles ont tenuë cy-devant à la faire cueillir à main armée et par troupes de Gens d'armes envoyez dedans les Parroisses vivre à discrétion ou plutôt sans discrétion et si insollement qu'ils ont mis la désolation partout où ils ont passé par leurs extorsions, pilleries et ravages, excite vostre bonté de ne plus souffrir ce désordre, ny que les Tailles qui sont un droit si purement royal, qu'il n'est licite à qui que ce soit de les imposer sur

vos sujets, à peine de crime de Lèse Majesté soient plus long-temps mises en party, et baillées à un Traitant, qui par Commissaires à sa dévotion les leve comme il luy plaist; Et défendre toute poursuite de vos Droits par autre voye que de Justice, ny ministère que des Officiers ordinaires en la forme prescrite par les Règlements de vostre Cour des Aydes, des 17 Février 1628 et 17 Aoust 1648.

Au Roy. Et en sont les Commissaires d'avis.

Sa Majesté se réserve de disposer des deniers de ses Tailles, ainsi qu'elle trouvera bon estre, et n'employera néanmoins, les gens de guerre à la levée d'icelles qu'en cas de rébellion.

XIII.

IL est inutile à un Paysant de s'estre acquité de sa Taille s'il ne sçait l'heure qu'on le vient reprendre pour les Cottes des autres, et l'insolvabilité des Collecteurs : Ce qui les met tous en extrême peine, les plus misérables parce qu'ils ne peuvent payer, et les moins incommodez parce qu'ils ne se peuvent assurer de se voir jamais quittes. C'est pourquoy la solidité des recours en cas d'insuffisance des Collecteurs, ne doit estre jugée qu'avec toute la Parroisse, à ce qu'elle puisse indiquer les biens des dits Collecteurs : Et où il ne s'en trouveroit point dans le mois après le jugement de ladite insolvabilité, toute la Parroisse soit seulement tenuë civilement de satisfaire aux recreuës, sans luy donner la faculté d'emprisonner qui bon luy semble; Ce qui a esté jugé si estrange par vostre Cour des Aydes, qu'elle l'a défendu par Arrest du 9 juillet 1642.

Au Roy. Et en sont les Commissaires d'avis.

Il en sera usé suivant les Règlements de sa Majesté, vérifiez à la cour des Aydes.

XIV.

POUR délivrer les pauvres Collecteurs des peines et des frais qu'ils font à courir après leurs Taillables en diverses Parroisses et quelques fois fort éloignées, ensemble pour faciliter l'accélération des deniers de vos Tailles, nous demandons le changement d'octroy.

Au Roy. Et en sont les Commissaires d'avis.

Sa Majesté y pourvoira après avoir eu sur ce l'avis des sieurs Maistres des Requestes employez dans la Province, ensemble de la Cour des Aydes et des Trésoriers de France des Trois Bureaux des Finances de la dite Province.

XV.

Et quant aux Prisonniers pour la Taille qui sont si misérables qu'ils ne s'y peuvent nourrir, vostre pain soit donné par avance de huitaine en huitaine, autrement les Prisons leur soient ouvertes.

Au Roy. Et en sont les Commissaires d'avis.

Accordé.

XVI.

Il est très juste que les ordonnances de reject, et Roolles qui se font en conséquence d'icelles, soient expédiées sans salaire des Eleus ainsi que les principaux Roolles, les dits Eleus ayant assez sujet de se contenter de leurs Gages et autres droicts.

Au Roy. Et en sont les Commissaires d'avis.

Accordé.

XVII.

Et que les Greffiers des Elections soient tenus de délivrer aux Collecteurs toutes sentences, qui concernent leur Collection en papier, avec défenses ausdits Greffiers d'exiger des-

dits Collecteurs, aucun droit de présentations desdites causes, puisqu'elles ne regardent pas leur intérêt particulier, mais celui de Vostre Majesté qui leur donne des gages pour luy rendre service.

Au Roy. Et en sont les Commissaires d'avis.

Accordé.

LXX.

Nous réitérons nos plaintes de la Réappréciation des marchandises si mal taxées au Tarif qui en fut fait en 1633 qu'on nous promist des Commissaires pour procéder à son régallément : Ce que n'ayant esté fait, nous insistons à l'exécution de ladite Réponse; et que dès à présent les marchandises apportées en foire en soient exemptes, parce que cette Réappréciation ne fait qu'accroistre l'ancienne qui ne se levoit point durant lesdites Foires.

Au Roy. Et en sont les Commissaires d'avis.

Sa Majesté nommera des Commissaires pour revoir l'Estat des Réappréciations, et cependant ces Droits seront levés en la manière accoustumée.

LXXI.

UNE Déclaration du mois de Juin 1644 augmente encore ladite Réappréciation sur un exposé des Marchands de Paris, qu'ils la souffriroient volontiers s'ils estoient deschargez du sol pour livre des Drapperies qui incommodoit trop leur commerce : Tellement que pour la commodité des marchands de Paris, les Droits d'Entrées de toutes marchandises sont tellement augmentées qu'il y en a qui payent jusqu'à vingt-cinq pour cent; ce qui nous fait requérir la révocation de ladite Déclaration.

Au Roy. Et en sont les Commissaires d'avis.

LXXII.

LA marchandise la plus considérable qui se fasse en cette Province est celle des Toilles dont la manufacture occupe une infinité de personnes ; et le transport nous attire l'or et l'argent de l'Espagne et des Indes : Elle est néanmoins chargée d'impôts si rudes qu'un petit ballot du poids de deux cent vingt cinq livres qui ne payoit autresfois que douze livres à la Doüane se voit taxé à trente six livres : Ce qui fait qu'il ne s'en enlève pas à présent la moitié de ce qui en sortoit autres fois ; et que les Allemans, Polonois et Suisses, se sont attirez ce Commerce. Deux choses y remédieroient ; l'une que l'Impost des Toilles fust remis au point qu'il estoit sous le règne du Roy Henry le Grand, qui rejeta bien loin la proposition de cette Augmentation ; l'autre de ne souffrir aux Estrangers l'enlèvement du fil, lin et chanvre de vostre Royaume, sur peine de confiscation suivant l'Article 13 de l'Ordonnance de l'an 1577 afin d'entretenir cette manufacture.

Au Roy. Et en sont les Commissaires d'avis.

L'imposition des Toilles se lèvera suivant l'Edict et Lettres de Jussion, vérifiées en la cour des Aydes : et pour le surplus de l'article, accordé.

LXXIII.

Nous persistons à demander la révocation de l'Escu pour tonneau de mer ; des quatre sols d'augmentation du poids de Vicomté qui ne vont point au profit de V. M., des Contrôleurs, Visiteurs et Marqueurs de Papier, et de leur attribution de Cinq sols pour Rame, dont pâtissent toutes conditions de personnes qui se servent dudit Papier.

Au Roy. Et en tant que le papier, en sont les Commissaires d'avis.

Ledit Escu pour Tonneau fait partie des cinq grosses Fermes ; et partant sa Majesté n'y peut toucher.

LXXIV.

C'EST un grand malheur quand des personnes puissantes prestant leur nom à des Partis qui ruinent le Commerce, pource que le respect qu'on leur porte en estouffe les plaintes, si le mal n'est si grand que la nécessité les extorque des bouches plus respectueuses. C'est dans cette conjecture que les marchands de Rouën, après avoir en vain tenté toutes les voyes de civilitez, de déférences et de soumissions, pour obtenir le désistement d'un Brevet; par lequel les marchandises de Natron et de Soude grise sont mises en Party, recourent à V. M. pour lui en demander la révocation, et de considérer que la contagion de cet exemple pourroit aussitost gagner toute autre espèce de marchandise, qui seroit la ruine entière du Commerce.

Au Roy. Et en sont les Commissaires d'avis.

Sa Majesté ne peut accorder ladite Révocation, sinon en remboursant la Finance et l'Aliénation.

LXXV.

Nous demandons aussi la révocation d'une Déclaration présentée à la Cour des Aydes qui impose quinze deniers sur chacun Jeu de cartes, et Balle de Dets; deux solz six deniers sur Jeu de Tharos; et un denier de contremarque sur chaque Jeu qui se transportera hors le Royaume : Cet Impost ayant esté révoqué autant de fois que proposé, et la conséquence en estant plus importante que jamais.

Au Roy. Et en sont les Commissaires d'avis.

Représenteront leurs tiltres et cependant défenses de lever les droits mentionnez en cet Article.

LXXVI.

UN arrest du Conseil et Commission expédiée sur iceluy

a chargé le Poisson depuis huit mois, outre ces impôts anciens, d'un droit d'Abord de sept sols six deniers sur chacun baril de Hareng; d'autre droit de transport de seize sols pour baril; et d'un troisième droit de Consommation de vingt sols aussi pour baril; et des cinq sols pour livre. La ville de Rotien mesme prend dessus ce poisson des Impositions nouvelles qui vont presque à l'égal des anciennes, sans autre titre plus valable. Il n'est pas jusqu'à un Vallet de Chambre qui ne se soit forgé des Controlleurs du Barillage, dont la création n'a jamais esté présentée, ny les prétendus offices remplis, pour prendre encore vingt sols sur chacun Leth de Hareng, de Maquereau, de Saumon et Moruë, qu'il fait recevoir par un Commis. Tous ces Impôts feront cesser le négoce du poisson, si V. M. ne les révoque, comme nous l'en supplions très-humblement.

Au Roy. Et en sont les Commissaires d'avis.

Ne sera levé que deux Droits, l'un d'Abord, et l'autre de Consommation, suivant les Arrests du Conseil, rendus avec les habitans du Havre et de Dieppe.

LXXVII.

ET de nous accorder aussi la révocation d'autre impost appelé Massicault, de quarante sols pour Leth de hareng et moruë, qui se lève depuis six ans, quoy que son établissement ne fust seulement que pour deux années expirées en 1640. Sans aucune vérification en quelque lieu que ce soit.

Au Roy. Et en sont les Commissaires d'avis.

Fait partie du Bail des cinq grosses fermes.

LXXVIII.

Nous demandons que la Robbe ennemie, qui par l'usage

de la Marine fait perdre la Robbe de l'amy, ne s'entende que du Vaisseau qui enserre la marchandise; en sorte qu'elle soit traitée comme ledit Vaisseau, et que le mélange qui se pourroit trouver de quelque ballot de marchandise défendue dans un vaisseau chargé à cueillette, ne fasse pas perdre toute la charge.

AU ROY.

Il en sera usé suivant les ordonnances de la Marine.

LXXIX.

LA liberté absolument nécessaire au Commerce demande que les marchandises qui se transportent par le Royaume ne puissent estre arrestées pour les debtes des villes d'où elles sortent; autrement toutes les villes qui ont besoin de denrées qui leur viennent d'ailleurs en souffriroient l'incommodité.

Au Roy. Et en sont les Commissaires d'avis.

Accordé sinon en cas de rébellion des habitans desdites villes.

LXXX.

UNE Déclaration du mois de janvier 1554 ouvre la porte à toutes marchandises de drapperies estrangères pour deux sols pour livre qu'en prétend V. M. Ces deux sols n'approchent point du profit qu'elle tireroit des laines, savons, huilles et taintures nécessaires à la manufacture et appareil des draps, et qui viendroient abondamment si les drapperies estrangères n'ostoient l'emploi de nos ouvriers, qui les bras croisez et les yeux levez au Ciel, supplient la bonté Divine de vous inspirer la résolution de leur rendre l'employ qui les a fait cy-devant subsister et révoquer cette Déclaration.

Au Roy. Et en sont les Commissaires d'avis.

Sa Majesté n'y peut toucher quant à présent.

LXXXI.

L'HONNEUR deub à vostre Couronne ne peut souffrir, que vos subjets soient plus maltraitez en Angleterre que vous ne traitez les Anglois dans les terres de vostre domination. Néanmoins, encor que les Anglois nous apportant leurs marchandises toutes apprestées, ne payent pas en vos Doüanes un seul sol plus que nous, quand nos Vaisseaux abordent en Angleterre, on tire d'eux le double et triple de ce que y payent les Anglois. Votre Majesté juge, s'il luy plaist, de l'inégalité de ces conditions et y pourvoye par sa prudence.

Au Roy. Et en sont les Commissaires d'avis.

Sa Majesté en fera escrire à Son Ambassadeur afin qu'il fasse toutes les instances nécessaires pour le soulagement de ses subjets et la seureté du commerce.

LXXXII.

LES Vaisseaux de V. M. ont pris impunément des Navires marchands sortis de vos costes sous les congez de vostre Amiral; et sur la foy de vos Déclarations, vostre Conseil en a reçu les plaintes et donné main-levée de telles saisies; Néanmoins elles sont demeurées inutiles par la désobéissance des Commandants de ces vaisseaux : ce qui oblige les Marchands à recourir à vostre Autorité, pour faire délivrer lesdits Vaisseaux et Marchandises si injustement détenuës; entr'autres, l'un nommé l'*Isabelle* et l'autre la *Ville d'Estadan*, pris par les Navires commandez par le chevalier de Neufchaize, et promenez à la Rochelle, en Broüage et autres lieux.

Au Roy. Et en sont les Commissaires d'avis.

Il y a esté pourveu, et en cas qu'il reste quelque chose à exécuter, Sa Majesté y fera droit en présentant requeste en son Conseil.

LXXXIII.

LES Vaisseaux qui sous Commissions de V. M. sont en mer, par les prises de quelques vaisseaux anglois, ont fait juger en Angleterre des représailles sur les nostres; dont les Anglois, depuis peu de temps, ont pris la valeur de plus de cinq millions de livres. Nous espérons de votre justice, qu'elle fera cesser ce désordre qui intéresse l'honneur de vos commissions, et le bien de vos sujets, que ruinent ces représailles.

Au Roy. Et en sont les Commissaires d'avis.

Il y a esté pourveu par traité fait avec l'Estat d'Angleterre.

LXXXIV.

SANS représailles mesmes, et depuis un mois, un Vaisseau commandé par les ordres du Duc d'York, raudant près de nos costes, s'est saisi d'un Navire chargé de marchandises qui abordoit au Havre; ce qui monstre la nécessité pressante d'y mettre ordre.

Au Roy. Et en sont les Commissaires d'avis.

Il y a esté pourveu.

LXXXV.

CE ne sont pas seulement les Anglois qui persécutent les marchands, les Commandans des Garnisons des Places qui sont en l'emboucheure de la mer, et sur la Rivière de Seine, leur font encore grande oppression. Ils se plaignent en particulier du gouverneur du Havre, qui depuis quelque temps, de son autorité, prend sur chaque Navire qui vient au Havre, vingt et vingt-cinq escus dont il fait une ferme, outre les présents et gratifications, dont il a tourné la courtoisie en obligation de nécessité. A l'exemple de ce gouverneur, les Eschevins du mesme lieu, sans aucun droit, exigent dix

sols par Tonneau de marchandise qui passe par le Havre pour venir à Rouen, à l'aggravation des Marchands forcez de souffrir que cette exaction passe en compte dedans les avaries des voyages. Mais ils se plaignent en général que les garnisons des chasteaux assis sur la Rivière depuis Paris entrent à force armée dans les vaisseaux qui montent et descendent, pillent et emportent ce qu'ils veulent de marchandises sans rien payer et exigent en outre de grosses sommes d'argent. Réprimez, Sire, ces exactions qui causeroient aux marchands plus de naufrage dans vos ports, qu'ils n'auroient couru de hazard parmy les Escumeurs de mer.

Au Roy. Et en sont les Commissaires d'avis.

En justifiant au Conseil des Procez-verbaux et Informations desdites Plaintes, il y sera pourveu.

LXXXVI.

Le préjudice qu'un chacun a souffert du désordre des Monnoyes, nous fait requérir défenses à l'avenir de les exposer à plus haut prix que celui de leur établissement, à peine de la vie; et la descharge du droit de Monneage, puisque depuis deux ans elles ont changé de trois mois en trois mois.

Au Roy. Et en sont les Commissaires d'avis.

Dans un mois pour toutes préfixions et délais, le Procureur général de la Chambre, ensemble le Receveur général du Domaine, informeront Sa Majesté dudit droit de Monneage pour y estre par elle pourveu ainsi que de raison : Et cependant fait Sa Majesté très-expresses défenses d'exposer les Monnoyes à plus haut prix que celui porté par les Edits, Règlements et Ordonnances registrées en la Cour des Monnoyes.

LXXXVII.

IL est vray que si la fabrique des liards de cuivre a cours, il est bien inutile de régler le prix des espèces d'or et d'argent, que par une estrange permutation les liards de cuivre auront bien tost achevé de tirer ce qui en reste en France, et la ruine du Commerce qu'ils feront cesser, les Estrangers ne se voulant payer de cette Monnoye, et à la désolation de tous les particuliers, qui vous conjurent de ne point souffrir cette fabrique.

Au Roy. Et en sont les Commissaires d'avis.

Accordé, et néanmoins continuëra ladite Fabrique jusques au dernier jour de la présente année 1657.

LXXXVIII.

IL y a si grande diversité en l'élection des Députez des trois ordres, que cela causant beaucoup de contestations, nous sommes obligez, pour y remédier à l'avenir, de demander à V. M. qu'il luy plaise nous donner un Règlement certain, qui soit commun à tous les Bailliages de cette Province.

Au Roy. Et en sont les Commissaires d'avis.

Lorsque Sa Majesté enverra ses lettres de convocation pour la tenuë des Estats, il sera mandé aux Baillifs d'envoyer leurs certifications de l'usage en l'Assemblée desdits Estats, pour estre délibéré en présence des Commissaires de Sa Majesté; et en cas de difficulté, il sera fait des Remontrances à Sa Majesté pour y estre par elle pourveu ainsi qu'il appartiendra.

Fait et arrêté en la Convention générale des trois Estats du pays et Duché de Normandie, en la Salle des Hauts-jours du palais archiépiscopal de Rouën, le vendredy douziesme Février mil six cens cinquante-cinq.

Signé, BAUDRY.

Les Commissaires en la présente Convention ayant ouy la Réponse des Délégués des Estats à la proposition et demande à eux faite de la part du Roy : NOUS AVONS ORDONNÉ que levée de deniers sera faite en la présente année mil six cens cinquante-cinq, conformément aux lettres patentes et Commissions pour ce expédiées selon la forme portée par icelles, et ce par provision jusques à ce qu'autrement par sa Majesté en aye esté ordonné; et pour le surplus renvoyez par devers sadite Majesté. Ce qui a esté prononcé publiquement en l'Assemblée desdits Estats, tenus à Roüen le treiziesme de Février mil six cens cinquante-cinq. Signé par lesdits sieurs, LESPEUDRY.

Les Articles et Remonstrances contenuës au présent Cahier, ont esté veues et responduës par le Roy estant en son Conseil tenu à Paris le vingt-neufième jour de Décembre mil six cens cinquante-sept.

Signé LOUIS, Et plus bas, PHELYPEAUX.

Collationné à l'Original, par moy Procureur Syndic des Estats de Normandie, sous-signé,

(En blanc).

AU ROY.

SIRE;

Les députés des Estats de vostre Duché de Normandie, attendant les réponses qu'il plaise à Votre Majesté donner sur le Cahier de leurs très-humbles remonstrances, sont obligez par le devoir de leurs charges de la supplier, avec tout respect, de leur pourvoir sur quelques autres points, dont les sujets n'ayant paru que depuis leur dernière assemblée, et ledit Cahyer clos, ils n'y ont pu estre employez : Et néanmoins requèrent de sa justice une provision,

aussi nécessaire comme le préjudice qu'ils en receveroient seroit grand s'il n'y estoit remédié par Votre Majesté.

Ils se plaignent, qu'encor que par les Edicts de Pacification les gens de la Religion prétendue réformée ne puissent tenir que des petites Escoles, sur les lieux où l'exécice (sic) de ladite Religion leur est permis; Ils ont depuis quelque temps entrepris de tenir un collège à diverses classes, ou plutost un Séminaire, où ils reçoivent Pensionnaires de tous âges, qu'ils instruisent en toutes sortes de sciences dans leur créance, et ce à Quevilly, à la vue de la Capitale de votre Province de Normandie, par émulation du Collège Archiépiscope de votre ville de Roüen, au scandalle de toute l'Eglise et mépris desdits Edicts; lesquels ne leur accordant que la faculté d'instruire à lire et à écrire en maisons privées sur les lieux de leurs Presches, l'Eglise attend de la piété de Votre Majesté qu'Elle condamne cette entreprise et défende cette Académie, sous peine de perturbation du repos public.

Après que le Roy aura esté informé par le sieur Morant, Conseiller de sa Majesté en ses Conseils, Maistre des Requestes ordinaire de son Hostel et commissaire départi en la Généralité de Rouen, sur le contenu à la présente Requeste, il y sera pourveu par Sa Majesté.

PAR les Commissions des tailles envoyées, tant pour la présente année que pour la prochaine. Imposition est ordonnée de plusieurs sommes comme portées par Edicts, quoy qu'ils n'ayent esté ny vérifiez ny mesme présentent aux Compagnies Souveraines : Lesquelles en connoissance de cause, et par la discussion des motifs, de la forme et destination desdites levées, auroient pourveu au service de V. Majesté, ainsi qu'aux intérêts de son pauvre peuple; et fait très humbles

remontrances sur les préjudices qu'elles y auroient reconnus.

La première desdites levées est de trois deniers des contrôleurs garde roolles des Tailles énoncé avoir été créé par un Edict du mois d'Aoust mil six cens cinquante-six, dont l'Edict de création n'a été ny vérifié, ny executé par aucune provision des dits Offices de contrôleurs gardes Roolles des Tailles.

Il y sera pourveu en l'année mil six cens cinquante-neuf, attendu que les Commissions pour mil six cens cinquante-huit sont déjà envoyées.

La seconde est de vingt livres par paroisse pour le port des Commissions et Mandemens des Tailles attribuez aux Receveurs par Déclaration du mois de Décembre dernier, laquelle Vostre Majesté n'auroit jamais faite, si Elle avoit été informée que certain Edict causé pour le mesme port desdits mandemens, ayant été fait par le feu Roy Henri le Grand avec attribution de cinquante sols par Paroisse aux Receveurs des Tailles, après que les Etats de vostre Province de Normandie eurent représenté la nullité du fondement dudit Edict parce que les Commissions et Mandemens des Tailles estans dressés par les Greffiers des Eslections, elles doivent estre par eux mises ès mains des Sergens héréditaires, pour les porter chacun en leur sergenterie, et que toutes les Paroisses ne portant pas également une mesme somme de la Taille, elles ne doivent pas aussi porter également une mesme taxe pour le port des dits Mandemens sans aucune proportion, qui doit estre toujours gardée en fait d'imposition sur le Peuple, le feu Roy d'heureuse mémoire, par sa réponse à l'article 11 du Cahier de 1631, déclara en avoir fait la suppression par autre Edict du mois de Décembre précédent : Depuis lequel temps les Mandemens des Tailles

ont esté toujours portez par les sergens héréditaires comme ils avoient esté de tout temps avant ledit Edict; tellement que cette levée est sans aucune cause valable. Raison qui redouble sa force en l'occasion présente, en ce que les dits Vingt livres par Parroisse s'imposent par doublement en ladite Commission, comme si dix livres en avoient esté deus estre imposez dès l'année présente, et leur obmission restablie en la suivante par une espèce de rétrogradation de nos charges, quelque compassion que nous méritions par celles que nous portons annuellement.

Il sera comme en l'article précédent pourveu comme en l'année 1659, attendu que les Commissions pour 1658 sont desjà envoyées.

La troisième est des Taxes faites sur les Parroisses par un Arrest du Conseil de V. M., en date du 13 Novembre 1656, pour raison des Francs Fiefs et Nouveaux Acquests, à soixante quinze livres par Parroisse au dessous de cinquante feux; de cent cinquante livres par parroisse de cent feux; de cent cinquante livres au dessus de cent feux et jusques à trois cens livres. Mais Messieurs les Députez des trois Compagnies Souveraines de Normandie ayant l'année dernière fait voir au Conseil la nullité du prétexte dudit Arrest, qui n'estoit autre que de rendre les Taillables capables d'acquérir et posséder toutes sortes de Fiefs, et les communautéz tous biens en commun, sans que de là en avant, ny les unes ny les autres fussent tenus à aucun droit de Francs-Fiefs, ny d'admortissement; et montré que lesdits droits estant Domaniaux, et dépendant de vostre Couronne, ils ne se peuvent jamais esteindre; et que par l'estat misérable des pauvres Taillables et des Communautéz des Parroisses, ils estoient tous bien éloignez des moyens de pouvoir acquérir, les uns des Fiefs en particulier, les autres des biens

en commun, ils avoient esté réduits à la nécessité de vendre ce qu'il leur restoit pour subuenir aux Impositions de leurs Tailles et Taxes, cet Arrest du Conseil n'eut point d'exécution, et ne s'en est parlé jusques à ladite Commission des Tailles.

Idem comme aux deux Articles précédens.

LA quatrième levée qui se fait pour les Sindics de Parroisses, créés par Edict du mois de septembre dernier, à quinze livres par Parroisse au dessous de cinquante feux, vingt cinq livres aux Parroisses au dessus, et ainsi à proportion, outre qu'elle est extrêmement onéreuse, excéderoit encore de beaucoup la somme à laquelle elle est estimée, y ayant fort peu de Parroisses qui ne soient composées de plus de cinquante feux; et ainsi toutes les Taxes seroient de vingt-cinq à trente livres, qui dans le nombre des Parroisses de ladite Province monteroient bien plus haut que ladite estimation : Outre que cette forme de Taxe par feux pourroit donner prétexte à la malice des Traitans, de prendre pour autant de feux chaque ligne des Roolles des Tailles, ausquels Roolles les Ecclésiastiques, les Nobles et Privilégiez sont toujours employez quoy qu'Exempts, pour marquer leur exemption; les enfans de famille qui demeurent chez leurs parens, les Mendians qui ne sont qu'à un sol ou deux de la Taille et font chacun une ligne, qu'il ne seroit pas raisonnable de faire passer pour autant de feux à l'aggravation des Parroisses de leur domicile.

Il y sera pourveu à l'année 1659, attendu que les Commissions pour 1658 sont desjà envoyées.

LA cinquième levée portée tant par la Commission de l'année présente que par celle de 1658 pour les Estapes de Roüen, donne sujet de représenter à Vostre Majesté que les dépenses de la guerre qui ne consistent pas seulement en la

levée des Troupes, ny au payement de leurs monstres, mais aux frais des lieux d'Assemblée, de Passages, d'Estepes et de Subsistances, ayant fait grossir les sommes imposées sous le nom de Quartier d'hyuer, lesdites Estapes doivent estre reprises sur ledit Quartier ; et que d'en faire une levée à part, c'est demander deux fois le payement d'une mesme dépence à un peuple tellement accablé de ses charges qu'il ne peut plus y subvenir.

Accordé à l'advenir pour les Estapes.

UNE autre clause de la dite Commission, qui ordonne aux Collecteurs de bailler des Quittances aux Taillables, Nous donne sujet, sous le bon plaisir de Vostre Majesté, de réclamer contre un Edict, portant attribution de quatre deniers pour chacune Quittance, pource que cette nouvelle introduction de Quittance apporteroit une si grande surcharge à vostre peuple, que comme il ne paye pas sa taille en une seule fois, mais en quinze ou seize, à mesure qu'il peut amasser quelque argent ; s'il falloit lever autant de Quittances à quatre deniers pour chacune, les frais des dites quittances excédroient le principal de la Taille des misérables qui n'en payent qu'un sol ou deux ; et en tous autres augmenteroit notablement leur Imposition. Et l'ordre accoustumé de marquer par les Collecteurs sur leurs Roolles les payemens qui leur seront faits à mesure qu'ils les reçoivent, pourroit suffisamment à la seureté des Taillables de ne pouvoir estre recherchez de ce qu'ils ont payé.

Et à l'égard des quatre deniers de quittance, sera fait au Conseil un Règlement pour la perception dudit droit au plus grand soulagement du peuple qui se pourra.

OUTRE les dites Commissions des Tailles, trois Arrests du Conseil de Vostre Majesté, donnez sur énoncez des Traitans

ont ruiné les Privilèges de l'Eglise, et ouvert le moyen de faire vexation à toutes sortes de personnes.

Le premier est du 4 d'Aoust de la présente année portant que les particuliers qui auroient esté déchargez par Messieurs les Commissaires de Normandie, sur production d'Actes sous-seing privé, soient tenus de les rapporter devant Messieurs de vostre Conseil, pour estre de rechef leurs pièces examinées; à faute de quoy ils demeureront sujets aux taxes desquelles ils auroient esté deschargez.

Cet arrest ne ruine pas seulement la souveraineté de la Commission dressée contre ceux qui abusent de la franchise puisqu'il en élude le Jugement par un espèce de pourvoy, qui en effect est un pur appel non recevable contre un jugement souverain : Mais le prétexte n'en est point soutenable, n'estant autre, sinon que les Baux des maisons de ceux que l'on prétend avoir abusé de leurs domicilles sont sous seing-privé; parce que comme les loyers des maisons sont privilégiiez sur les meubles qui les occupent, et que lesdits loyers se payent de quartier en quartier, les Propriétaires n'en passent les Baux que sous seings privez, n'ayant besoin de reconnoissance, qui n'est requise que pour l'hypothèque, laquelle seroit inutile veu le privilège sur les meubles des Locataires. Aussi n'est-ce pas le but où tendent les Partisans de cette recherche, mais seulement de tirer de l'argent de ceux sur lesquels ils ne peuvent avoir aucune prise, sçachant bien qu'ils aimeroient mieux payer une partie de ce qu'il leur seroit demandé, que de s'engager en procez à la suite de vostre Conseil, dont les frais avec la dépense de leurs voyages et séjour, leur cousteroient plus cher que la composition par laquelle ils se rachepteroient de cette vexation.

Les jugemens rendus par les Commissaires seront exécutex, sauf aux parties de se pourvoir au Conseil sur les

contraventions faites au Règlement : Et défenses aux Traitans d'exiger autre chose que les sommes portées par les Roolles arrestez au Conseil, ny de vexer indeuëment les parties, à peine de tous dépens, dommages et intérêts, et d'estre procédé contr'eux extraordinairement.

Le second desdits arrests est du 9 du mesme mois d'Aoust qui taxe au Droit des Francs-fiefs les Francs-Alleuz de Normandie, et tous moulins en général. Cet Arrest est contraire à la Vérification que vostre Parlement et Chambres des Comptes ont fait de l'Edict des Francs-Fiefs; laquelle Vérification excepte notamment les biens des Francs-alleuz, qui n'ont jamais esté taxez aux Commissions précédentes : Et ce qui a surpris la religion du Conseil de Vostre Majesté peut auoir esté la considération qu'à Paris il y a des Francs-Alleuz nobles, qui ont Justice, Jurisdiction, Cens et rentes, et qui sont en ce cas possessions Nobles, sur lesquelles il peut y auoir prétexte d'asseoir le Droit des Francs-Fiefs. Mais en Normandie il n'y a point de Francs-Alleuz nobles; ils ne doivent aucuns hommages et ne tombent en Garde-Nobles, qui sont les deux marques essentielles des fiefs; ils n'ont ny Justice ny Jurisdiction; n'assujettissent point à l'Arrière-Ban; ne doivent ni reliefs ni Treizième, parce qu'ils ne reconnaissent aucun supérieur en Féodalité; et n'ont jamais esté taxez aux Francs-Fiefz. Et quant aux Moulins, s'ils sont unis aux fiefs dont ils dépendent, ils sont acquittez par la taxe desdits Fiefs; s'ils en sont séparés et tenus à part, ils ne sont plus que Rotures, et par conséquent non sujets aux Droits des Francs-Fiefs. Cet Arrest donc ne déroge pas seulement à la souveraineté de la Commission établie en Normandie pour lesdits Francs-Fiefs, mais il ruïne encore plusieurs dispositions expresses de la Coustume de ladite Pro-

vince, sur l'assurance de laquelle un chacun possède son bien.

Ne pourra estre rien exigé en vertu de l'Arrest mentionné en cet Article.

Le troisième desdits Arrests du 18 dudit mois d'Aoust, condamne les Ecclésiastiques à payer les Droits d'entrées pour leurs boisons, cassant tous les Arrests qui les avoient deschargez; Ce qu'estant directement contraire au Contrat fait entre Vostre Majesté et le clergé de vostre Royaume, contraire encore à la Déclaration expresse qu'il vous a plu faire en sa faveur, et qui a esté vérifiée en vostre Cour'des Aydes, Lesdits Ecclésiastiques espèrent de vostre justice qu'Elle révoquera ledit Arrest.

Il y a esté cy-devant répondu sur l'Article XXXVI du Cahier de ladite Province.

ENCORES que par l'usage de Normandie suivant plusieurs Règlemens et gardé jusques à présent les imposez aux tailles obtenans quelques privilèges ou charges portant exemption de Tailles, ne diminuent que cent sols de leur Imposition sans autre avantage que de ne pouvoir jamais estre haussez; quelques commençaux des maisons Royales ont surpris des Arrests portant descharge entière de leurs Impositions : Ce qui estant contraire audit Usage et préjudiciable à vos Tailles et au pauvre Peuple qui en demeure autant surchargé, il espère de Vostre Majesté, qu'Elle ordonnera que ledit usage sera inviolablement observé.

Accordé, et défenses d'avoir égard à aucuns Arrests obtenus au Conseil : Et s'il en a esté donné quelques uns, Sa Majesté les a dès à présent révoquez comme obtenus par surprise, et seront toutes Lettres-Patentes nécessaires expédiées.

ET les trois Ordres de vostre Province supplient très-humblement Vostre Majesté, faisant droit sur les Articles cy-dessus, défendre l'exercice du Collège de Quevilly; ordonner que de ladite Commission des Tailles seront distraits les trois deniers des Controlleurs garde-roolles des tailles; vingt livres par Parroisse pour port des Commissions desdites Tailles; les Taxes par feux, tant pour les Francs-Fiefs que pour les Sindics des Parroisses et les Estapes de Roüen; Révoquer la Déclaration d'attribution des quatre deniers pour Quittance; Comme aussi les trois Arrests susdits des 4, 9 et 18 Aoust dernier; Et ce faisant, ordonner que ceux qui ont esté deschargez par les Commissaires souverains ne pourront plus estre inquiétez pour le faict dont ils ont esté deschargez; Déclarer les Francs-Alleuz de Normandie, non subjets aux Droits des Francs-Fiefs suivant les Arrests de vostre Parlement et Chambre des Comptes; comme aussi les moulins et autres dépendances de fiefs tenus à part et séparément desdits fiefs; Et maintenir les Ecclésiastiques en la jouissance de leurs Immunitéz pour leurs Boissons, suivant leur contract et Déclaration de vostre Majesté pour la prospérité de laquelle tous les dits Ordres continueront leurs vœux.

SIGNÉ, FR., *archevesque de Rouen*, FRANÇOIS, *Evesque de Sées*, Paris; CHARLES DE FOUILLEUSE, B. DE FOULONGNES-D'ANTOUVILLE, MONTAGU, BRICE, G. DEHORS, DU BOIS, BAUDRY.

Les Articles mentionnez en la présente Requete ont esté veus et répons par le Roy étant en son Conseil, tenu à

Paris le 29^e jour de Décembre mil six cens cinquante-sept,

Signé, LOUIS. Et plus bas, PHELYPEAUX.

Collationné à l'Original, par moy Procureur Syndic des Etats de Normandie, soussigné.

(En blanc).

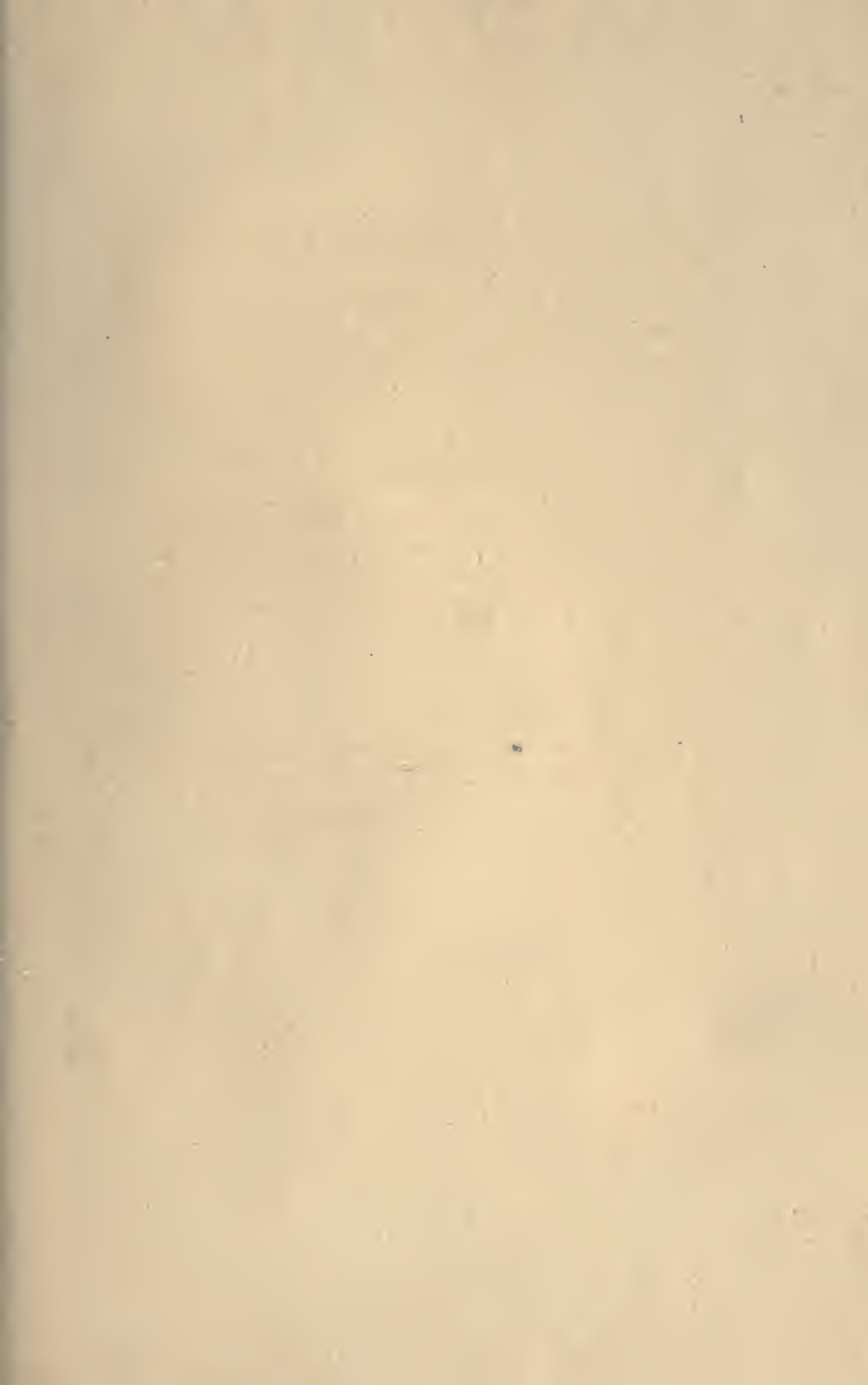
IMPRIMÉ A PART.

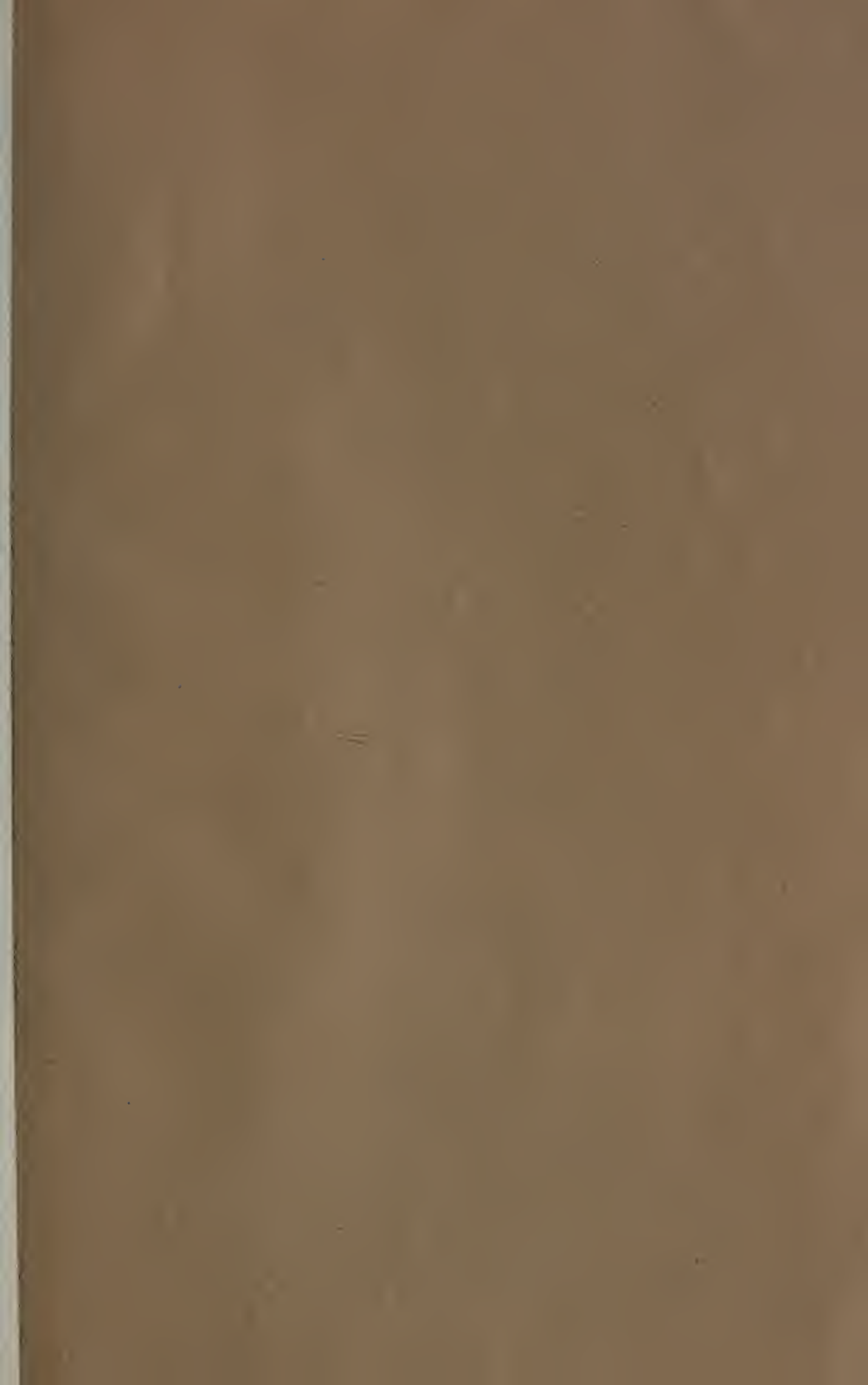
« Du Cahyer des Etats de Normandie, tenus à Roüen le treizième Février mil six cens cinquante-cinq, ont esté extraicts les Articles qui ensuivent. Le dit Cahyer répondu par le Roy le vingt-neufième Décembre mil six cens cinquante-sept.

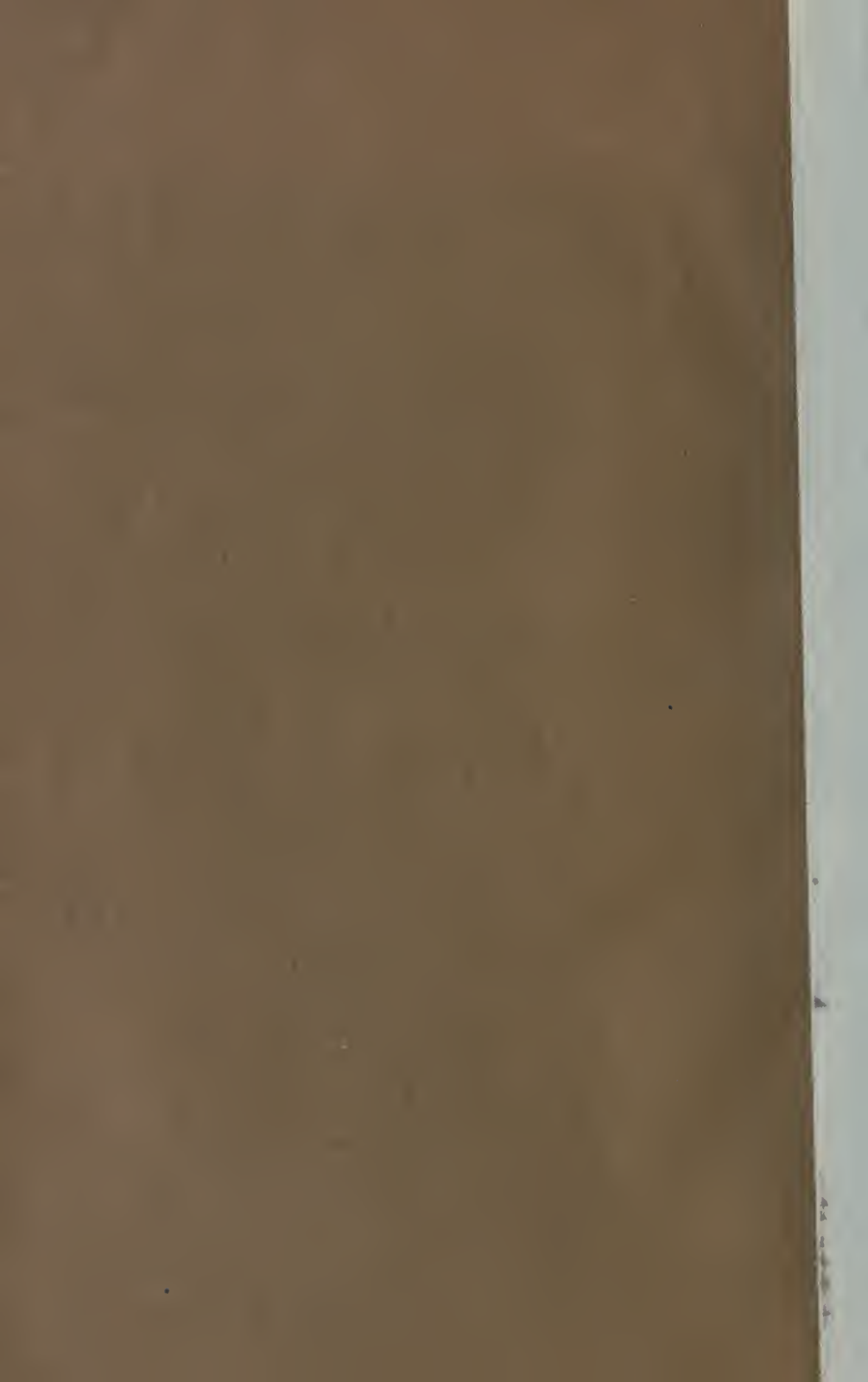
(Art. LII, LIII).

Et au dessous est escrit, Collationné par moy soussigné Commis de Monseigneur de la Vrillière et secrétaire d'Estat.

Signé, CHEMINAYS.







DC
611
N893
A542

Normandy, France. États
généraux
Cahier des États de
Normandie de février 1655

PLEASE DO NOT REMOVE
CARDS OR SLIPS FROM THIS POCKET

UNIVERSITY OF TORONTO LIBRARY

